



Informations du Guatemala

2ème année n° 70

du 27 avril au 3 mai 1984

POLITIQUE

- Le violence officielle inquiète le corps diplomatique.
- Un fonctionnaire de l'Ambassade de Suède victime d'agression.
- Fin du délai d'inscription pour les partis politiques.
- Pas de participation politique pour les travailleurs.
- Le Département d'Etat a élargi le "travel advisory"

CONTRE-INSURRECTION

- La contre-insurrection recevra de l'aide du Taiwan
- Décès de paysans regroupés dans un "village modèle".

INSURRECTION

Deux affrontements armés.

DROITS DE L'HOMME

- Dénonciations contre le gouvernement le 1er mai.
- Une université italienne intercède pour ceux qui ont été séquestrés.
- Répression: la manière argentine.
- 5 personnes sequestrées au centre de la capitale
- Mutinerie de détenus.
- 72 victimes de la violence officielle
- Plaintes contre la police fiscale

REFUGIES

- Attaque contre un camp de réfugiés
- Le gouvernement effectue des recherches

-POLITIQUE-
=====

LA VIOLENCE OFFICIELLE INQUIETE LE CORPS DIPLOMATIQUE.

Le corps diplomatique du Guatemala fera une démarche collective pour attirer l'attention du gouvernement militaire sur la gravité de la violence qui règne dans le pays (Marcel Niedergang, journal "Le Monde", 23 avril).

Cette démarche diplomatique est implicitement approuvée par l'ambassadeur d'Israël Moshe DAYAN, par l'attaché commercial de l'ambassade des Etats Unis Paul TAYLOR, par le nonce apostolique Oriano QUILICCI. Elle constitue un désaveu à l'égard du gouvernement à cause de l'escalade de la violence qui règne dans le pays. Elle sera une pression pour que les autorités améliorent les Droits de l'Homme.

Un fonctionnaire de l'ambassade de Suède est victime d'une agression.

Helen ODMARK, premier secrétaire de l'ambassade de Suède au Guatemala a été victime de vexations et d'une tentative de séquestration à la fin du mois d'avril. C'est la raison pour laquelle elle a abandonné le pays. ("La Prensa Libre", 29 avril)

LE DELAI D'INSCRIPTION DES PARTIS POLITIQUES A EXPIRE.

C'est le 30 avril que se clôturaient les inscriptions des groupes politiques qui participeraient en Juillet aux élections de l'Assemblée Nationale Constituante.

Depuis plusieurs mois plus de 40 groupes avaient essayé d'être reconnus officiellement comme partis politiques. Il n'y en a que 17 qui ont réussi à réunir les 4.000 signatures exigées.

De ces 17 partis, il y en a 8 qui existaient avant le coup d'Etat qui, en mars 1982, avait amené à la présidence le général RIOS MONTT. Les 9 autres sont issus du déchirement de ces mêmes partis.

PAS DE PARTICIPATION POLITIQUE POUR LES TRAVAILLEURS

"Les travailleurs et les organisations syndicales ne peuvent pas participer au processus politique du pays", dénonce la Confédération de l'Unité Syndicale du Guatemala (CUSG), le 1er mai.

Dans une déclaration faite à l'occasion du Jour du Travail, l'organisation ouvrière a exprimé: " Nous nous trouvons devant la même situation que les années précédentes: nous sommes épuisés

par le chômage, les bas salaires. Nous sommes victimes du manque de liberté syndicale et affrontés à la violence. Par ailleurs nous sommes confrontés à un processus politique douteux qui permettra aux groupes minotitaires qui ont ensanglanté et drainé le pays, de consolider, aux yeux du monde, une démocratie apparente et d'élaborer une constitution par derrière le peuple".

DESTITUTION DU PRESIDENT D'UN ORGANISME JUDICIAIRE

Le général MEJIA VICTORES, chef de l'Etat a démis de ses fonctions le président de la Cour Suprême de Justice, licenciado Ricardo SAGASTUME VIDAURRE. En remplacement il a nommé le licenciado Tomas BAUDILIO NAVARRO (annonce officielle du 3 mai)

La destitution de SAGASTUME a entraîné la démission de plusieurs magistrats de la Cour de Cassation en signe de solidarité pour le président démis.

LE DEPARTEMENT D'ETAT A ELARGI LE "TRAVEL ADVISORY"

La chancellerie guatémaltèque a tergiversée sur le sens des modifications faites en avril dernier par le département nord américain au "Travel advisory". C'est un document qui pose des restrictions aux citoyens nord américains qui visitent le Guatemala. (dénonciation du journal "Prensa Libre" faite le 2 mai)

Selon cet hebdomadaire les modifications apportées sont que la zone où il est recommandé de ne pas voyager est de plus en plus étendue. Il ne s'agit donc pas d'une éventuelle élimination des restrictions, comme l'a affirmé le chancelier ANDRADE.

- CONTRE INSURRECTION -
=====

LE TAIWAN DONNERA DE L'AIDE A LA CONTRE INSURRECTION

Le Taiwan donnera un entraînement militaire aux officiers de l'armée guatémaltèque et des conseillers militaires pour améliorer l'image de marque de l'armée du gouvernement (information officielle du 28 avril)

"Les militaires du Taiwan sont des spécialistes de la guerre psychologique et il faudra profiter de leur expérience" a affirmé le général Rodolfo LOBOS ZANDORA chef de l'état major.

DECES DE PAYSANS REGROUPES DANS UN "VILLAGE MODELE"

Sept paysans qui étaient dans un "village modèle" à Acmal, Vera Paz sont morts récemment et plusieurs autres étaient hospitalisés dans un état grave en raison d'une épidémie de varicelle et des mauvaises conditions d'hygiène (29 avril, informations de source locale).

Selon le journal "El Grafico", les habitants regroupés à Acmal sont surveillés 24 heures sur 24. Ils sont obligés d'écouter tous les jours l'hymne national et de hisser le drapeau ainsi que de témoigner en faveur du gouvernement. Le journal dit que cela "correspond à un nouveau travail idéologique en vue de transformer les valeurs traditionnelles de la populations."

Des sources de presse ont indiqué qu'à Acmal, qui est situé à la limite des départements de Alta Verapaz, le Quiche et Baja Verapaz vivent 1169 paysans indigènes de langue Quiche, Kerchi et Pocomchi, qui ont été regroupés par l'armée dans les derniers mois. Plus de 50% de cette population a moins de 14 ans.

- INSURRECTION -
=====

DEUX AFFRONTEMENTS ARMES

Un policier tué et un autre blessé a été le résultat d'une attaque contre les forces de sécurité du gouvernement, le 27 avril, dans le quartier Maya, zone 18, Ciudad de Guatemala (Information de l'agence de presse de la police nationale)

De la même façon les insurgés et les troupes gouvernementales se sont affrontés le 1er mai aux alentours du village Tumaj, dans le nord-ouest du département de Quiche, selon le département des relations publiques de l'armée. La version officielle indique que plusieurs insurgés ont été tués.

- DROITS DE L'HOMME -
=====

PLAINTES CONTRE LE GOUVERNEMENT LE JOUR DU TRAVAIL

Pour la quatrième année consécutive, le Jour International du Travail n'a pas été célébré au Guatemala, mais plusieurs organisations syndicales et politiques ont émis des communiqués contre le gouvernement militaire.

La Confédération de l'Unité Syndicale du Guatemala (CUSG), le Comité National de l'Unité Syndicale (CNUS), le Parti Socialiste Démocratique (PSD) ont dénoncé la répression gouvernementale exercée sur les travailleurs, le manque de garanties sociales, la détérioration des conditions de vie et l'inauthenticité du processus électoral.

Au Guatemala "il est très dangereux de parler, de descendre dans la rue ou simplement de manifester" a déclaré Adolfo Antonio HERNANDEZ de la CUSG.

L'UNIVERSITE ITALIENNE INTERVIENT EN FAVEUR DE PERSONNES SEQUESTREES

L'Université de Trieste (Italie) est intervenue le 26 avril auprès du gouvernement du général MEJIA VICTORES en faveur des personnes sequestrées, parmi lesquelles se trouvent Jorge ROSAL PAZ, Manuel POLANCO SALGUERO, Gustavo Adolfo et Jeanette MEZA SOBERANIS, Yolanda URIZAR, Jose PAJARITO et Francisco Maria MANSILLA CORDOVA.

Cette université a envoyé une copie de sa pétition au Conseil de l'Ordre des avocats, à la Cour de Cassation et à la Chancellerie et demande que pendant leur détention ces personnes soient traitées conformément aux normes du Droit International et que l'on soit informé de leur situation juridique et de leur lieu de détention.

En dernier lieu, l'Université de Trieste a demandé au chef de l'Etat qu'il fasse respecter les Droits de l'Homme.

REPRESSION : A LA MANIERE ARGENTINE.

Dans un article du journal "Le Monde" du 23 avril, Marcel NIEDERGANG a affirmé qu'au Guatemala la violence institutionnelle n'est pas une réplique directe aux actions que la guérille mène contre l'armée.

La répression institutionnelle guatémaltèque "est une répression à la manière argentine" on ne poursuit pas seulement les personnes mais également leur famille et les assassins agissent méthodiquement, explique le journaliste français.

Selon Niedergang, la vague de terreur s'est intensifiée dernièrement dans le pays. Et tout "ce qui est susceptible de faire pencher la balance du côté d'un centre modéré est dans le viseur de la violence officielle".

5 SEQUESTRES DANS LE CENTRE DE LA CAPITALE.

Carmen Guillermina MORALES, Juan Carlos MORALES, Rosario XILOJ,

Mayra COLOM et Alfredo R. MOLINA ont été sequestrés le 29 avril dans leur appartement situé dans le centre de la capitale par 8 hommes armés habillés en civil qui se sont présentés au propriétaire de l'immeuble M. Alfredo CUEVAS RUIZ, comme étant des membres des forces de sécurité.

Les familles des séquestrés ont fait des demandes de présentations de personnes auprès de la Cour de Cassation, mais les résultats furent négatifs.

MUTINERIE DE DETENUS

Environ 2.000 détenus de la prison de Pavon dans le département méridional de Escuintla se sont révoltés le 27 avril en guise de protestation contre "les traitements inhumains et les abus d'autorité dont ils sont objets" rapportent les familles de détenus.

La prison fut encerclée par les forces gouvernementales qui ont même interdit son accès à la presse.

Le directeur général des prisons a reconnu l'incident et a admis que les détenus vivent dans des conditions précaires.

72 VICTIMES DE LA VIOLENCE OFFICIELLE

31 personnes ont été assassinées dans le pays entre le 19 et le 25 avril selon la presse et les organismes d'aide humanitaire.

La majorité des victimes, parmi lesquelles 12 femmes, 2 enfants, et 2 vieillards portaient des traces de torture.

Selon les mêmes sources, 14 personnes ont été portées disparues et 27 blessées pendant la même période par des exactions attribuées aux forces de sécurité gouvernementales.

ON DENONCE LA POLICE FISCALE

Des éléments de la police fiscale ont perquisitionné avec violence le 27 avril, les installations de la Croix Rouge guatémaltèque. C'est le directeur de cette institution humanitaire qui porte plainte.

Aparicio REYES CIFUENTES et Marina de REYES ont dénoncé le 28 avril que 5 membres de la police fiscale ont essayé d'enlever leur petit fils Manuel RAMIREZ REYES.

Au cours des dernières semaines plusieurs informations ont été

communiquées accusant la police fiscale de commettre des assassinats, des enlèvements et d'autres exactions contre des particuliers.

Depuis plusieurs années la police fiscale participe à des opérations anti guérilla aux côtés de l'armée et d'autres services de police.

LA VIOLENCE CONTRE LES UNIVERSITAIRES CONTINUE

Le corps d'Adolfo Danilo REGNIE MOLINA, professeur de l'université de San Carlos, a été retrouvé le 28 avril dans la banlieue de la capitale.

A côté de son corps qui présentait de nombreux impacts de balles, on a trouvé également celui d'une étudiante d'environ 18 ans non encore identifiée.

Le 26 avril, pendant la soirée, l'étudiant Flavio Edgard TOLEDO SANTIZO a été blessé par balles dans le campus de l'université San Carlos.

D'autre part les recteurs des universités d'état d'Amérique Centrale, qui se sont réunis à Ciudad de Guatemala la dernière semaine d'avril, ont signé un document dans lequel ils sollicitent la réapparition en vie de plusieurs dizaines de membres de l'université San Carlos qui ont disparu ces derniers mois.

- REFUGIES -

=====

ATTAQUE CONTRE UN CAMP DE REFUGIES

Deux cents personnes habillées avec des uniformes de l'armée du Guatemala ont attaqué à l'aube du 30 avril le camp de réfugiés guatémaltèques "El Chupadero" dans l'état du Chiapas, à quelques centaines de mètres de la frontière entre le Mexique et le Guatemala.

Des réfugiés interviewés par les medias mexicains ont identifié les agresseurs comme étant des soldats de l'armée guatémaltèque.

Le résultat de cette attaque : 6 réfugiés tués et plusieurs autres blessés.

Jose VALDES VARELA, chef de la police de Tapachula, ville mexicaine frontalière a déclaré au journal "Uno mas Uno" que, pendant l'attaque, des grenades à mains et des armes calibres 223 réglementaires dans l'armée guatémaltèque, avaient été utilisées.

Le 2 mai le gouvernement militaire du Guatemala a émis un communiqué dans lequel il rend responsable de l'attaque la guérilla "pour empêcher que (les réfugiés) ne retournent au pays".

Le camp de "El Chupadero" où l'attaque a eu lieu est très proche du village de Nenton, département de Huehuetenango, où sont cantonnées les troupes qui réalisent des actions anti guérilla dans la région.

LE GOUVERNEMENT MEXICAIN ENQUETE

Le gouvernement mexicain déplore et répudie toute violence contre les réfugiés guatémaltèques de la frontière méridionale du pays a affirmé le 1er mai le licenciado Manuel BARTLETT DIAZ, secrétaire du gouvernement.

"Quand toutes les informations seront réunies, le gouvernement fédéral, suivant les instructions du Président de la République agira en conséquence" a déclaré M. BARTLETT en se référant à l'attaque dont le camp de réfugiés a été l'objet le 30 avril.

BARTLETT DIAZ a assuré que le Mexique est prêt à éviter des actes de violence et a réitéré l'engagement de son gouvernement de "préserver par tous les moyens la sécurité des guatémaltèques, de garantir leur santé, de protéger leur vie et d'être attentif à leurs besoins et aux Droits de l'Homme".

De son côté, le Secrétaire de la Défense mexicaine, général Juan AREVALO GARDOQUI a déclaré que le 30 avril il a ordonné une enquête pour éclaircir ce qui s'était passé au camp des réfugiés de "El Chupadero".

Les réfugiés agressés ont accusé formellement l'armée guatémaltèque. Cette accusation a été déposée par écrit auprès du représentant du Ministère public de la ville de Comitán, état de Chiapas, dans le dossier de l'enquête.

.....